

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/856
2 avril 1963

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Dix-neuvième session
Point 5 de l'ordre du jour

Distr. double

ETUDE DU DROIT POUR LES PERSONNES ARRÊTÉES DE COMMUNIQUER AVEC
CEUX DONT LE CONTACT LEUR EST NÉCESSAIRE POUR ASSURER LEUR
DÉFENSE OU LA PROTECTION DE LEURS INTÉRÊTS ESSENTIELS

Election de deux membres du Comité chargé de l'étude du droit
en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu
ou exilé

Note du Secrétaire général

1. A sa douzième session, la Commission des droits de l'homme a constitué un comité composé de quatre de ses membres et chargé de préparer une étude sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. A sa dix-septième session, la Commission a invité ce Comité à préparer également une étude sur le droit, pour les personnes arrêtées, de communiquer avec ceux dont le contact leur est nécessaire pour assurer leur défense ou la protection de leurs intérêts essentiels. On trouvera de plus amples renseignements sur les travaux de ce Comité dans les documents E/CN.4/826 et E/CN.4/836.
2. Jusqu'au 31 décembre 1962, le Comité était composé des représentants de l'Argentine, du Pakistan, des Pays-Bas et des Philippines. A cette date, le mandat de l'Argentine et du Pakistan comme membres de la Commission est venu à expiration, et ces pays ont cessé d'être membres du Comité. La Commission des droits de l'homme doit donc, au cours de la présente session, élire deux de ses membres comme membres du Comité pour remplacer l'Argentine et le Pakistan.